



[www.wacommissionondrugs.org](http://www.wacommissionondrugs.org)

**Commission sur l'impact du trafic de drogue sur la  
gouvernance, la sécurité et le développement en Afrique de  
l'Ouest**

*Deuxième séance*

*Compte-rendu des délibérations*

**Accra, Ghana, le 29-30 avril 2013**



## Sommaire

Présentation: Plan d'action sur la lutte contre la drogue de l'Union africaine (2013-2017) .....	3
Présentation: Politique et stratégie de lutte de la CEDEAO contre l'impact du trafic de drogue sur la gouvernance, la sécurité et le développement en Afrique de l'Ouest.....	4
Présentation: USAID –La Stratégie de développement en matière de lutte contre le trafic de drogue en Afrique : un guide de programmation.....	5
Présentation: La lutte contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest.....	6
Discussions après les présentations .....	7
Réduction vs éradication .....	7
Cadre international pour la politique anti- drogue .....	7
Interdépendance entre fournisseur principal et pays consommateurs.....	7
Consommation en Afrique de l'Ouest et conditions socio-économiques.....	7
Problèmes du système judiciaire - la corruption et les « menus fretins » vs les « gros poissons ».....	8
Approche punitive vs réhabilitation et réinsertion pour les utilisateurs .....	8
La consommation de drogue comme un problème de santé publique .....	8
Le rôle de la société civile.....	8
Le manque de données fiables.....	9
Plaidoyer et terminologie.....	9
Rapport sur la 55e session de la Commission des stupéfiants et des drogues (CND) .....	9
Rapport sur la visite de WACD au Sénégal .....	10
Rapport sur la visite de WACD au Ghana .....	11
Visite à l'hôpital de Patang.....	11
Visite de Tudu dans le Quartier Central des Affaires d'Accra .....	11
Sommaire des discussions.....	11
Présentation du document de base: réponses régionales et internationales au trafic de drogue en Afrique de l'Ouest .....	11
Déclaration du Commissaire Justice Bankole Thompson sur la justice transnationale et le trafic de drogue .....	12
Progrès accompli par rapport au plan de travail de la Commission .....	12
Préparation du rapport final .....	13
Annexe 1: Déclaration du Commissaire Hon. Justice RJ Bankole Thompson sur la justice transnationale et le trafic de drogue .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>

## **Compte rendu des délibérations**

### **Deuxième séance de la Commission sur l'effet du trafic de drogue sur la gouvernance, la sécurité et le développement en Afrique de l'Ouest**

#### **Accra, Ghana, 29-30 avril 2013**

La deuxième séance de la Commission Ouest Africaine sur la drogue a examiné le progrès accompli par rapport à son programme de travail, y compris la sensibilisation, le travail de recherche et de communication et discuté des grandes lignes de son rapport final.

Deux visites de pays (le Sénégal et le Ghana) ont été effectuées, plusieurs documents d'informations importants ont été mis en service et des activités de sensibilisation sont en cours dans plusieurs pays d'origine des commissaires ainsi que les forums régionaux et internationaux.

Les représentants des principales institutions régionales, notamment l'Union Africaine, la CEDEAO et le GIABA ont informé la Commission de leurs stratégies et les activités liées au trafic et à la consommation de drogue. USAID a présenté son programme qui porte sur le trafic de drogue en Afrique dans une perspective de développement.

Toutes les présentations ont montré- dans les limites des données disponibles- que le trafic et la consommation de drogue sont une menace sérieuse et croissante pour la région. Les trafiquants ne sont pas poursuivis et le système judiciaire ne répond pas efficacement au problème. Le système de justice envoie le «menu fretin» en prison alors que le «gros poisson» est en liberté. Le blanchiment d'argent et la corruption sont une

préoccupation majeure et sapent la bonne gouvernance. Il y a un besoin pour une plus grande harmonisation des normes et des pratiques juridiques et judiciaires dans toute la région. La consommation de drogue n'est pas traitée correctement. Le système pénalise au lieu de traiter les utilisateurs de drogues.

#### **Présentation: Plan d'action sur la lutte contre la drogue de l'Union africaine (2013-2017)**

L'Ambassadeur Olawale Maiyegun, Directeur du Département des Affaires sociales de la Commission de l'Union africaine, a présenté le Plan d'action sur le contrôle des drogues en tant que cadre stratégique de l'UA pour guider l'élaboration de politiques contre la drogue en Afrique. Le Plan d'action de l'UA vise à améliorer la santé, la sécurité et le bien-être socio-économique des personnes en Afrique, en réduisant la consommation de drogue, le trafic illicite et les crimes associés. Le rôle de la Commission de l'UA est de coordonner, suivre et évaluer la mise en œuvre, ainsi que de faciliter l'assistance technique aux Etats membres et les commissions économiques régionales.

Le plan d'action de l'UA doit être considéré dans un contexte où le trafic de drogue a un large impact sur la gouvernance démocratique et les conflits armés sur le continent et où il y a des liens clairs entre le crime organisé lié à la drogue, la corruption et le terrorisme. Pendant qu'une grande quantité de drogues transite à travers le continent, la consommation et la production locales (de certaines drogues) sont également en augmentation. Les conditions socio-économiques défavorables, tels que les taux élevés de pauvreté et le chômage des jeunes, mais également d'autres facteurs tels que

l'urbanisation croissante sont derrière la hausse de la consommation.

Ce quatrième plan d'action de l'UA vise à équilibrer les efforts de réduction entre l'offre et la demande, cette dernière ayant été quelque peu négligée auparavant. L'application de normes minimales convenues pour le traitement de la dépendance aux drogues est donc l'un de ses domaines d'intervention. De même, il vise à assurer un meilleur accès à la médiation sur le soulagement de la douleur qui, actuellement, ne répond pas aux besoins légitimes en raison de la réglementation excessive. Le Plan d'action privilégie aussi explicitement la protection des droits humains des personnes utilisatrices de stupéfiants.

Le plan d'action de l'UA a été présenté lors de la 56e session de la Commission des stupéfiants réunie à Vienne en mars 2013 dans le cadre de la campagne de sensibilisation de l'UA à l'appui de son plan d'action.

Il y avait des références spécifiques au plan d'action de l'UA et des demandes adressées à l'UA pour travailler avec la CEDEAO sur la résolution CND au sujet de "la coopération internationale visant à renforcer les efforts en Afrique de l'Ouest pour lutter contre le trafic de drogue". À cet égard, et conformément à la décision du Conseil de Paix et de Sécurité de l'UA de février 2013, l'UA allait bientôt entreprendre une évaluation exhaustive des défis socio-économiques et de sécurité du trafic de drogue et du crime organisé associé en Afrique avec un accent initial sur l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.

## **Présentation: Politique et stratégie de lutte de la CEDEAO contre l'impact du trafic de drogue sur la gouvernance, la sécurité et le développement en Afrique de l'Ouest**

Le Dr. Adrienne Yande Diop, Commissaire pour le Développement Humain et Genre à la CEDEAO, a présenté la Déclaration politique contre le trafic illicite des drogues, les abus et les crimes organisés, ainsi que le Plan d'action régional de la CEDEAO contre le trafic illicite des drogues, la violence et les crimes organisés, tous deux adoptés en 2008. En février 2013, le Plan d'action régional a été prolongé jusqu'en 2015. La CEDEAO a mis en place une unité dédiée à cet effet et prévoit de l'étendre davantage.

Elle a rappelé à la Commission que le trafic de drogue en Afrique de l'Ouest a augmenté pour un certain nombre de raisons, y compris l'emplacement géographique (courte distance entre l'Amérique du Sud et l'Afrique de l'Ouest et entre l'Afrique de l'Ouest et l'Europe), la porosité des frontières, l'application de la loi qui est mal structurée et sans vraiment de ressources, les systèmes de justice inefficaces et les pratiques de corruption préexistantes. En conséquence, les pays ouest-africains ont des problèmes avec le trafic, la production et la consommation de drogues, ainsi que la croissance du crime organisé. Problèmes de santé publique, sécuritaires et sociaux, la gouvernance, la stabilité politique et l'économie sont tous impactés négativement. Les pays les plus concernés sont souvent ceux qui sont déjà touchés par les conflits et les crises économiques.

Les activités qui seront menées dans le cadre du Plan d'action régional de la CEDEAO sont

financées par la Commission européenne avec l'ONUDC en tant que partenaire clé. Le plan couvre 5 domaines thématiques, à savoir, la mobilisation des dirigeants politiques; l'application effective de la loi et de la coopération nationale / régionale; un cadre juridique approprié et adéquat; faire face à la toxicomanie et aux problèmes de sécurité et de santé connexes; et des données valides et fiables sur l'offre et la consommation. L'un des objectifs du plan qui a un intérêt particulier pour la Commission est la révision des cadres juridiques régionaux et nationaux afin de mieux répondre aux menaces posées par le trafic de drogue illicite et la criminalité organisée. Une étude à ce sujet est en cours. La CEDEAO vise également à établir un système fonctionnel de collecte de données sur l'abus de drogues et les tendances de crimes organisés, qui va produire des données comparables dans la région à des fins de plaidoyer et de planification. Un autre objectif remarquable est d'avoir un centre de désintoxication dans tous les pays qui se conforment aux normes minimales internationalement reconnues. L'Initiative de la Côte Ouest Africaine (WACI) est une initiative provenant du plan d'action de la CEDEAO coordonnée par UNOWA, l'ONUDC, le DOMP (Département des Opérations de Maintien de la Paix) dans certains Etats membres de la CEDEAO.

Interrogé par la société civile et les États membres sur la raison pour laquelle la mise en œuvre a été retardée pendant si longtemps, le Dr. Diop a indiqué que quelques différences avec l'UE sur la façon de mettre en œuvre le plan opérationnel avaient bloqué le processus, mais un accord a été conclu dès à présent. Certaines activités ont néanmoins pris le devant. Par exemple, une opération policière conjointe au Bénin, au Togo et au Ghana qui a été mis en œuvre simultanément aux

frontières, ports et aéroports a conduit à la saisie de 8 tonnes de drogues illicites.

## **Présentation: USAID –La Stratégie de développement en matière de lutte contre le trafic de drogue en Afrique : un guide de programmation**

Brooke Stearns, Conseiller Transnational de la criminalité organisée au Bureau de l'USAID pour l'Afrique, a présenté des orientations de programmation qui a été récemment mis au point pour comprendre la relation entre le trafic de drogue et l'aide au développement et atténuer les impacts négatifs. Le guide est basé sur des études de cas au Ghana, le Kenya, la sous-région du fleuve Mano (Guinée, Sierra Leone et Libéria) et le Mozambique avec un accent sur l'héroïne et le trafic de cocaïne. Le raisonnement derrière le guide est que de nombreux praticiens du développement voient le trafic de drogue comme un problème de sécurité et l'ignorent, malgré les nombreuses conséquences négatives qu'il a sur le développement global d'un pays. Les praticiens du développement doivent «faire preuve d'intelligence ou de discernement» sur la question et utiliser des approches de développement qui sont sensibles à la criminalité. Ceci signifie d'utiliser des programmes pour diminuer l'impact du trafic de drogue. Les programmes qui soutiennent la gouvernance, par exemple, peuvent aider à adopter une législation anti-blanchiment d'argent. Des programmes de l'Etat de droit peuvent aider à renforcer les capacités de poursuite pour geler et saisir les avoirs et obtenir condamnations et confiscations. Les programmes dans le secteur de la santé peuvent inclure la mise en place et le soutien des initiatives de traitement de la toxicomanie. Les programmes de politique

communautaire peuvent être efficaces pour contrer la violence liée aux marchés de la drogue. Inversement, les interventions de développement doivent être examinées pour les conséquences imprévues qu'ils peuvent avoir sur le trafic et la consommation et les approches d'atténuation doivent être adaptées. Par exemple, les efforts pour réduire les obstacles au commerce peuvent faciliter la circulation des marchandises illicites et donc la régulation et le contrôle du commerce approprié doivent faire partie de l'infrastructure du développement.

L'élaboration de ce guide va en parallèle avec une prise de conscience que trop d'accent avait été mis sur la Guerre contre la drogue et que la toxicomanie doit être reconnue comme une maladie chronique qui nécessite une réponse de santé publique. Des études ont montré que 1 dollar consacré à la prévention peut potentiellement économiser 7 dollars en réponse, il est donc intéressant de diversifier la stratégie. Toutefois, il convient également de noter que la diminution de la circulation de drogues à travers l'Afrique occidentale diminuera presque automatiquement sa consommation.

## **Présentation: La lutte contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest**

Le Dr. Abdullahi Y. Shehu, Directeur général du Groupe d'Action Intergouvernemental Contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA), a informé la Commission des efforts de lutte contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest. Le GIABA a été créé par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO en 2000 pour protéger les économies des Etats membres de la CEDEAO en élaborant des stratégies pour lutter contre le blanchiment d'argent et le

financement du terrorisme dans la région et en aidant à leur application effective. L'idée est de "poursuivre l'argent» refusant aux criminels d'accéder aux produits générés par des activités criminelles et rendant ainsi le crime organisé non rentable.

Les sept piliers du Plan stratégique du GIABA pour 2011-2014 comprennent la surveillance de la conformité, l'assistance technique aux Etats membres et la coopération régionale et internationale. Sur la base de ce plan, le GIABA travaille à aider les Etats membres à adopter, améliorer et harmoniser la législation contre le blanchiment d'argent, de développer des structures et des mécanismes de lutte contre le blanchiment d'argent, et pour aider à établir, renforcer et fournir les ressources à la Cellule de Renseignement Financier (CRF). La lutte contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest fait face à de nombreux défis, parmi lesquels la forte prévalence de la corruption, l'engagement politique insuffisant, le manque de ressources et les priorités concurrentes, la culture d'une mauvaise conformité des normes minimales, mauvaises techniques d'enquête et de collecte de renseignements, mais aussi une prévalence des pratiques et des attitudes qui glorifient la richesse et le fait que la plupart des économies de la région sont encore monétaires. Malgré ces défis, le GIABA a contribué à l'adoption de lois anti-blanchiment d'argent par tous les Etats membres, l'adoption de cadres stratégiques nationaux de lutte contre le blanchiment d'argent dans dix pays et la création d'unités spécialisées de renseignement financier dans treize pays. Des condamnations pour blanchiment d'argent ont été obtenues au Nigeria et au Sénégal. Alors que le recouvrement d'avoirs est un élément principal dans le travail du GIABA, poursuivre les avoirs à travers un procès civil si une

personne bénéficie d'une immunité de juridiction pénale est un outil important dans la lutte contre le blanchiment d'argent; le Dr. Shehu a averti que la saisie des biens peut être ouverte à la corruption par des agents de l'Etat s'elle n'est pas correctement gouvernée. Travailler avec des journalistes, l'association des femmes, des associations d'avocats est très important afin de sensibiliser à la question. Le Dr. Shehu a exhorté le WACD à user de son autorité morale pour aider à réaliser d'importante mesure et des changements opérationnels, y compris l'amélioration et la consolidation des cadres de coopération régionale et l'intégration des questions pertinentes dans le discours politique. GIABA souhaiterait travailler avec le WACD et propose de fournir des données sur le blanchiment d'argent lié à la drogue pour son travail de recherche.

## **Discussions après les présentations**

Les discussions qui ont suivi chaque présentation étaient axées sur les thèmes suivants:

### ***Réduction vs éradication***

Une brève discussion sur l'éradication comme but ultime de la politique anti-drogue a conclu que si l'on est réaliste sur la nature humaine, l'accent doit être mis sur la réduction des méfaits de la consommation de drogue et le trafic de drogue puisque l'éradication complète ne sera possible en aucun cas.

### ***Cadre international pour la politique anti-drogue***

Des questions ont été soulevées quant à l'efficacité du cadre international actuel pour la politique anti-drogue, à savoir les conventions de contrôle des drogues des Nations Unies et l'efficacité du paradigme de la "guerre contre la drogue".

### ***Interdépendance entre fournisseur principal et pays consommateurs***

Il est devenu clair que l'Afrique occidentale est elle-même devenue un marché de consommation. La découverte de "cuisines" de méthamphétamine dans la région, en plus de la «traditionnelle» culture de cannabis montre qu'il y a aussi la production locale de drogues. Cependant, la région est "coincée" entre les grands pays fournisseurs de cocaïne en Amérique latine et les grands marchés de consommation en Europe. Toutes les politiques et mesures adoptées en Afrique de l'Ouest ne peuvent être considérées isolément de ce qui se passe dans ces autres régions et un engagement constructif est nécessaire. Travailler sur la réduction de l'offre doit être coordonnée avec les partenaires latino-américains et la réduction de la demande avec les pays européens et nord-américains.

### ***Consommation en Afrique de l'Ouest et conditions socio-économiques***

Un courant de pensée existe dans la région qui sous-entend que le trafic de drogue n'est pas un problème pour la région puisque les drogues seront consommées ailleurs. Mais à part les effets négatifs que le trafic des produits illicites a toujours sur la gouvernance, la consommation de drogue est également de plus en plus un problème. Il a été dit que «un pays qui fait le trafic de drogue est un pays consommateur», et plus la drogue transite par le pays, plus il en reste dans le pays. Alors que les statistiques sur la consommation de drogue dans la région sont au mieux fragmentaires, il existe des preuves anecdotiques que cela se développe rapidement. Si l'on analyse les statistiques sur la taille des saisies de drogues au Nigeria, il est évident qu'un grand nombre d'arrestations portent sur des montants trop faibles pour donner un sens au trafic transnational. Ces drogues sont destinées au marché de détail

local. Le lien entre les conditions socio-économiques qui prévalent en Afrique occidentale, particulièrement les taux élevés de pauvreté et de chômage, surtout chez les jeunes, doit être souligné et afin de réduire la demande, ces conditions sous-jacentes devront être abordées.

Il en va de même concernant la faiblesse des institutions en Afrique de l'Ouest qui en font un endroit attrayant pour le trafic transnational.

### ***Problèmes du système judiciaire - la corruption et les « menus fretins » vs les « gros poissons »***

Il est généralement reconnu que la corruption dans le système judiciaire entrave la poursuite des crimes liés au trafic de drogue. Il semble que les gros trafiquants qui ont des liens avec des personnes en situation d'autorité jouissent de l'impunité. Il a été suggéré que le gel et la confiscation des avoirs liés à l'activité criminelle pourraient être au moins un moyen d'empêcher les criminels de jouir des fruits de leurs activités illicites.

En revanche, il y a souvent des peines élevées pour possession de quantités qui pourraient être considérés pour un usage personnel ou pour "colportage de drogue". Les juges devraient avoir plus de pouvoir sur cette situation puisque le « menu fretin » semble être la grande majorité des personnes en prison pour des délits liés à la drogue.

### ***Approche punitive vs réhabilitation et réinsertion pour les utilisateurs***

Il est devenu clair que la répression soutenue n'a pas fonctionné dans les pays qui bénéficient de beaucoup plus de ressources que les pays ouest-africains n'en bénéficient pour faire face à des problèmes de drogue. De meilleures solutions doivent être trouvées. Une possibilité pourrait consister à traiter les

toxicomanes et les petits "colporteurs" dans une perspective de réhabilitation et de réinsertion. Au lieu de les stigmatiser avec une condamnation pénale, ils doivent bénéficier d'un accès aux traitements et aux autres formes d'aide afin qu'ils puissent devenir à nouveau des citoyens responsables.

### ***La consommation de drogue comme un problème de santé publique***

La toxicomanie doit être traitée comme une question de santé publique. Les professionnels de santé et les ONG dans la région ne sont généralement pas bien informés sur les drogues illicites et le traitement spécialisé est quasi inexistant. Les programmes de réduction des méfaits, tels que l'échange de seringues ou de traitement aux opiacés ne sont disponibles que dans deux pays. Il y a un réel besoin de sensibilisation pour le grand public et la formation des professionnels. La toxicomanie a été classée comme un trouble chronique récidivant et les utilisateurs de drogues devraient avoir accès à un traitement spécialisé. Il existe des liens étroits entre la consommation de drogues par injection avec le matériel contaminé ("partage de seringues») et les infections par le VIH / SIDA ainsi que l'hépatite C et la tuberculose, entre autres maladies.

### ***Le rôle de la société civile***

Il a été précisé que toutes les organisations aimeraient avoir un engagement avec la société civile sur ces questions, mais cela ne s'est passé jusqu'à présent que de manière limitée. La société civile peut jouer un rôle important dans la réduction de la demande (prévention, traitement) et dans la sensibilisation et la création de pression pour s'attaquer aux problèmes de corruption et de blanchiment d'argent.



### ***Le manque de données fiables***

Le manque de données fiables a été soulevé lors de la réunion. Les données sur le trafic de drogue sont souvent produites à partir des bases très fragiles et ensuite dupliquées sans remise en cause. Les données sur la consommation de drogue, y compris la prévalence de l'usage de drogues, sont presque inexistantes. Certaines initiatives pilotes ont été réalisées au Sénégal et au Ghana, mais compte tenu du contexte répressif, il est très difficile d'avoir accès à des toxicomanes.

Ce manque de données est un réel problème lorsque nous nous efforçons d'avoir des politiques qui sont fondées sur des preuves. Il a été convenu que le WACD devra travailler en tenant compte de ce problème et être ouvert à ce sujet.

Le suivi et l'évaluation des progrès est également faible dans la région et la société civile pourrait être en mesure de jouer un rôle ici.

### ***Plaidoyer et terminologie***

Il a été suggéré que la Commission et autres personnes travaillant dans ce domaine devraient connaître la façon dont le VIH / SIDA a été porté sur la place publique. Les acteurs de tous les domaines ont été réunis autour de cette question. En outre, les approches se sont déplacées d'un simple "dire non simplement" (au sexe pré-et extra-conjugal dans le cas du VIH, les drogues en général pour les campagnes "classiques" de prévention de la toxicomanie) pour observer les environnements à risque et les changements de comportement en des termes plus larges. Comme un commissaire l'a mentionné: «Les gens ne sont pas stupides, ils agissent sur la bonne information.". Il est donc important qu'une bonne information leur parvienne.

Les personnes qui utilisent des drogues sont indexées d'une manière stigmatisante et péjorative. Les commissaires ont estimé que la Commission elle-même a besoin d'adopter une terminologie cohérente avec les normes internationales relatives aux droits humains. Il a également été convenu de ne pas utiliser l'expression «guerre contre la drogue». Comme un commissaire l'a déclaré: «Les drogues ne pas des objets vivants que vous pouvez combattre, ce que vous finissez par combattre ce sont les utilisateurs de drogues qui sont victimes eux-mêmes." Un glossaire en anglais et en français sera préparé et partagé avec les commissaires.

## **Rapport sur la 55e session de la Commission des stupéfiants et des drogues (CND)**

Le commissaire Adeolu Ogunrombi a rendu compte de la réunion annuelle de la Commission des stupéfiants qui s'est tenue à Vienne les 11-13 mars de cette année. Le consensus parmi les participants est qu'il y a eu un changement positif de mentalité et de langage dans l'ONUDC sur les questions relatives au VIH.

Le Directeur exécutif Yuri Fedotov du CND a parlé à plusieurs reprises sur le VIH, et des «approches fondées sur les droits humains, la santé publique, les preuves» et la réduction des méfaits des stupéfiants. Il a été reconnu que le paysage de la politique anti-drogue est en effet en train de changer, de nouvelles approches sont envisagées, et les pays commencent à réclamer un débat plus large sur la politique. La résolution adoptée sur «l'intensification de nos efforts sur le VIH / SIDA» implique l'approbation par la Commission des stupéfiants de la Déclaration politique de 2011 sur le SIDA et l'introduction pour la première fois à Vienne d'un langage

sur l'hépatite C et la tuberculose. Il est intéressant de noter que l'agence des Nations Unies traitant des questions de drogue parle des trois maladies, pas seulement le VIH / SIDA. Elle implique également que le CND aurait approuvé les directives de l'OMS / ONUSIDA / ONUDC mises à jour et publiées il y a deux mois.

Une résolution sur l'Afrique de l'Ouest a été discutée lors de la Commission des stupéfiants (CND) et le commissaire Ogunrombi a présenté le WACD lors d'un événement parallèle du Groupe africain sur la politique des drogues dans l'Union africaine. L'événement a été bien suivi et la création du WACD bien accueillie. Des questions ont été posées sur l'engagement avec la société civile et les gouvernements.

## Rapport sur la visite de WACD au Sénégal

Le WACD a commencé une série de visites dans les pays de la région. Le but de ces visites d'une délégation de 2-3 commissaires est de recueillir les avis et les impressions locales; sensibiliser les décideurs et les faiseurs d'opinion; soutenir le rassemblement pour le débat sur la politique anti-drogue, et montrer que le WACD est engagé avec les acteurs locaux. Du 9-12 avril, une délégation composée du Président Pedro Pires, Dr Alpha Diallo et Christine Kafondo s'est rendue au Sénégal. Les commissaires Diallo et Kafondo ont présenté un rapport sur cette visite. Au cours de leur visite, la délégation a rencontré des représentants du gouvernement (Ministre de l'Intérieur, Secrétaire général du ministère de la santé) et des représentants de la société civile et des ONG (Centre National de la Lutte Contre le SIDA, Fédération des ONG qui luttent contre la drogue au Sénégal - FONSELUD) pour entendre parler de l'impact

de la consommation de drogue sur la propagation des maladies transmissibles telles que le VIH / SIDA au Sénégal. Les rencontres avec le responsable du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le représentant régional de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ont donné aux commissaires une image plus claire de la situation régionale.

La délégation a adopté une approche "en mode écoute" et a constaté que tous les interlocuteurs se sont félicités de la création du WACD et que le phénomène de trafic de drogue et de consommation est un problème réel et croissant au Sénégal. Ils souhaitent mettre davantage l'accent sur la prévention, plus de ressources, et l'amélioration de la législation qui considère le traitement de la toxicomanie comme un problème de santé publique.

Il a été demandé à WACD conjointement avec la CEDEAO d'augmenter la nécessité d'une forte visibilité des activités sur le terrain dans le cadre de son Plan d'action régional. Les commissaires ont été impressionnés par l'ouverture d'esprit des interlocuteurs et l'engagement déterminé de ceux qui travaillent dans le secteur de la santé.

Les travaux de traitement de la toxicomanie du commissaire camarade Dr. Ba ont été soulignés. Ils ont décidé d'adopter une approche de recherche-action et mettre en place un comité multisectoriel, comprenant des responsables gouvernementaux, des juges et des médecins. Les utilisateurs de drogues dans les «ghettos» ont été approchés et le premier programme d'échange de seringues a été mis en place ce qui est très important dans la mesure où il y a une prévalence de 30% de l'hépatite C et 10% pour le VIH.

Amener le Comité au Maroc pour assister à un programme avancé a vraiment contribué à changer les points de vue et à obtenir un appui aux mesures de réduction des méfaits de drogue.

## **Rapport sur la visite de WACD au Ghana**

Du 25-30 avril, une délégation composée des commissaires Justice Bankole Thompson et Adeolu Ogunrombi s'est rendue au Ghana. Ils ont rencontré des représentants du gouvernement, y compris le Vice-président, le Ministre de la justice et le Procureur général, le personnel du Centre de Renseignement Financier, le Conseil de contrôle des stupéfiants et le Groupe de travail inter-institutions sur la réduction de la demande, des représentants d'organisations internationales (PNUD, ONUDC), des représentants de la société civile organisés au sein de West African Civil Society Institute, et un représentant de l'Agence de lutte anti-drogue américaine basée à Accra. Ils ont visité le Centre de réadaptation de Chosen Generation qui est géré par une ONG confessionnelle.

## **Visite à l'hôpital de Patang**

Dans la matinée de la deuxième journée de la réunion, plusieurs commissaires ont visité l'hôpital de Patang. Cet hôpital public dispose de la seule unité financée par le gouvernement (ouverte en 2009) qui traite spécifiquement les toxicomanes, y compris les utilisateurs d'alcool, de cannabis, de la cocaïne et de l'héroïne. Ils utilisent «l'approche de la communauté thérapeutique», qui comprend l'engagement avec les familles, mais n'offre pas de substitution telle que les programmes de méthadone. Il est prévu d'avoir des centres de réadaptation basés dans les communautés

(plutôt que les soins en milieu hospitalier). Le financement a été soulevé comme un problème majeur.

## **Visite de Tudu dans le Quartier Central des Affaires d'Accra**

La visite dans la région de Tudu a été facilitée par Chosen Rehab Centre, une ONG confessionnelle, qui travaille avec les utilisateurs de drogues. Les drogues sont utilisées ouvertement dans le milieu, même si l'injection a lieu à «huis clos». Les commissaires ont pu interagir avec plusieurs utilisateurs de drogues et ont constaté que le crack et l'héroïne sont les drogues de choix. Étonnamment le cannabis a été à peine mentionné. La plupart des usagers de drogues étaient issus de milieux en difficulté et certains ont souligné l'influence des pairs dans leur usage de drogues. La plupart n'ont pas accès aux services de soins de santé avec une personne mentionnant qu'un ami était mort parce qu'il a été transporté à l'hôpital seulement quand il a eu ce qui s'est avéré être la tuberculose à l'étape avancée. Certaines consommatrices ont trouvé leur dépendance à travers le travail du sexe et rien n'indique que les pratiques sexuelles sûres sont une option. Les enfants ont été pris en charge par la famille élargie, souvent sans contact avec leurs mères toxicomanes.

## **Sommaire des discussions**

### ***Présentation du document de base: réponses régionales et internationales au trafic de drogue en Afrique de l'Ouest***

Le WACD a reçu une ébauche de l'un des documents de base qu'elle a commandé et qui donne un aperçu des réponses internationales et régionales sur le trafic de drogue en Afrique de l'Ouest. La Commission a constaté qu'avec

l'aide bilatérale et multilatérale, des progrès sont en train d'être réalisés en saisissant des expéditions de drogues et en renforçant la capacité des organismes d'application de la loi et les pouvoirs judiciaires pour poursuivre des individus, y compris les fonctionnaires impliqués dans le commerce. Les accords bilatéraux sur l'échange de renseignements et d'extradition ont permis d'importantes condamnations, bien que le nombre exact et les détails de ces cas ne sont pas encore clairs.

Le manque de souplesse institutionnelle entre les organismes d'exécution pour travailler à travers, au sein et au-delà des frontières de la région avec une coordination limitée et la cohérence entre les activités au niveau opérationnel empêche d'agir efficacement contre le trafic de drogue. Les informations sur qui fait quoi dans la région ne sont pas accessibles au public, ce qui nuit à la possibilité de suivre les progrès et évaluer les résultats.

L'investissement dans le suivi et l'évaluation des résultats est très limité et souvent considéré comme une réflexion d'après coup. Le plus souvent, les données de référence ne sont pas recueillies. Il y a généralement une base empirique très faible qui sous-tend les politiques existantes; une faible capacité pour la recherche et le traitement; une résistance politique à des services complets de prévention du VIH liée à l'injection de drogues; plus d'appui sur la réduction de l'offre que sur la demande; et des croyances et pratiques culturelles qui aident à soutenir la perception du "toxicomane" comme un criminel, un paria social ou un échec moral.

#### ***Déclaration du Commissaire Justice Bankole Thompson sur la justice transnationale et le trafic de drogue***

Le commissaire, Hon. Justice R J Bankole Thompson a fait une déclaration aux

commissaires sur la justice transnationale et le trafic de drogue. Cette déclaration reflète son opinion personnelle.

Étant donné que les tribunaux nationaux existants sont surchargés et ne peuvent pas répondre efficacement aux défis judiciaires posés par la criminalité transnationale, en plus des allégations de corruption dans le système judiciaire lui-même, la mise en place d'un mécanisme sous-régional pour l'enquête, les poursuites, le procès et la punition des auteurs, coauteurs, des complices par aide et assistance et par instigation du trafic de drogue et d'autres crimes à caractère transnational est proposé pour mettre fin à une culture de l'impunité.

Les commissaires ont généralement bien accueilli la déclaration. Il a été souligné que, étant donné que les problèmes sont similaires à travers le continent, il pourrait être utile de réfléchir à un tribunal spécialisé africain plutôt que ouest africain. Les précédents des mécanismes internationaux et régionaux devraient être considérés. Des précautions doivent être prises pour que ce mécanisme se concentre vraiment sur les «gros poissons».

#### ***Progrès accompli par rapport au plan de travail de la Commission***

Certains documents de base pour combler les lacunes des connaissances de base ont déjà été commandés. Un calendrier sera distribué. Outre les deux visites de pays qui ont déjà eu lieu, la planification est en cours pour visiter la Guinée-Bissau, le Mali, le Nigeria, la Côte d'Ivoire, le Sierra Leone et le Burkina Faso, mais cela dépend de la disponibilité des fonds. Un modèle pour les visites, y compris le rapport, a été préparé et une liste de questions possibles sera également mise à disposition.

### *Préparation du rapport final*

Une ébauche du rapport a été discutée, les commentaires seront intégrés et le nouveau projet sera distribué aux commissaires. Il y a été fortement souligné que la déclaration principale et le résumé doivent être très clairs et efficaces pour encourager le débat public, mais aussi faire le suivi des mesures. Lors de la prochaine réunion, sur la base des documents d'information disponibles à ce moment-là, les commissaires devraient être en mesure de discuter de certaines conclusions et recommandations spécifiques.

La séance est levée avec une belle improvisation musicale par le commissaire Sangaré et tous ont exprimé l'espoir d'entendre quelques chansons sur les problèmes de trafic et de consommation de drogue à la prochaine réunion.